

Ce que j'attends du 40^{ème} Congrès ... 2027-2032 et ensuite ...

J'attends une stratégie pour sortir le pays de sa situation actuelle dans une conjoncture mondiale pour le moins défavorable à la paix, au progrès social et à la démocratie.

Les objectifs à moyen et long terme ont été définis lors des 38^{ème} et 39^{ème} Congrès, ils sont réaffirmés dans la base commune proposée, mais pour moi c'est le court terme qui est à mieux structurer dans notre stratégie.

Donc pour 2027, et c'est urgent, comment empêcher l'arrivée au pouvoir du RN et obtenir sur le quinquennat des avancées sociales et démocratiques qui, pour 2032 permettront de nouvelles avancées. Il s'agit de ne pas renouveler les déceptions du quinquennat de Hollande qui nous ont amené dix ans de macronisme et de reculs sociaux et démocratiques ni d'un quinquennat d'Edouard Philippe qui porterait l'âge de la retraite à 67 ans.

Nous devons donc avoir une stratégie d'union qui nous mène au second tour de la présidentielle.

Je n'ai pas du tout envie d'un second tour où je devrai voter pour le moins pire.

Nous devons donc, très rapidement après le Congrès concrétiser des accords programmatiques et politiques qui permettent le succès en 2027.

Qu'entends-je par « succès » ?

- Sur le programme, au minimum celui du NFP, mais en y ajoutant les moyens de le réaliser :
 - Au plan économique il s'agit de donner la maîtrise au futur gouvernement de dégager les financements nécessaires à la réalisation de ce plan, et une taxe Zucman n'est pas suffisante pour cela, puisqu'il s'agit de trouver les financements de la réindustrialisation, donc de la maîtrise du crédit. Nos propositions de nationalisations de la BNP, de la Société Générale et d'AXA, ainsi que du nouveau rôle de la BPI doivent être dès à présent fortement portées. La maîtrise de l'énergie et des prix, en particulier de l'électricité passeront aussi par la nationalisation totale d'EDF et d'ENGIE ainsi que la dénonciation de l'indexation actuelle des prix de l'électricité sur les prix du gaz.
 - Nous devons avoir l'honnêteté de dire aux électeurs que ces propositions de maîtrise de l'économie indispensables pour gagner des avancées sociales et redresser le pays se heurteront à des obstacles politiques intérieurs et extérieurs :
 - La droite et l'extrême droite se déchaîneront, chantages à la dette, aux faillites d'entreprises, submersion migratoire, insécurité ...
 - Des difficultés et des pressions extérieures seront aussi importantes : par exemple des cours d'arbitrages internationales mettront en cause les indemnités versées aux actionnaires, par exemple les fonds de pension américains comme BlackRock qui avec plus de 6% du capital de la BNP peut prétendre à plus de 6 milliards pour le rachat de ses actions et cela sans compter ses autres participations dans nos entreprises. Quels chiffres avons-nous pour l'ensemble des nationalisations que nous envisageons ??? Je n'ai peut-être pas lu dans le détail Economie et Politique pour trouver ces chiffres.
 - Ce que je viens d'écrire ne peut se réaliser qu'à condition d'un rapport de force parlementaire nécessaire, mais qui sera insuffisant si la démocratie n'est pas totalement transformée : par exemple dans les banques que nous envisageons de nationaliser, les salariés seront-ils partie prenante au processus ou bien passifs ? Les leçons de 1981-

1983 sur ce point ne doivent pas être oubliées. Ce qui pose la question de savoir si aujourd'hui la question y est posée, débattue, et même si ils ont connaissance de ce projet ?

La Démocratie mérite une réflexion approfondie : que signifie ce mot pour nous communistes ?

Nous devons défendre la démocratie car, comme l'écrivait Rosa Luxembourg dans sa controverse avec Eduard Bernstein en 1898 : « *Si pour la bourgeoisie, la démocratie est devenue tantôt superflue tantôt gênante, elle est en revanche nécessaire et indispensable à la classe ouvrière. Nécessaire primo, parce qu'elle crée des formes politiques (autonomie administrative, droit électoral, etc.) qui serviront au prolétariat de point de départ et d'appui dans son travail de transformation de la société bourgeois ; deuxièmement indispensable, parce que le prolétariat ne peut parvenir à la conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques que dans le cadre de la démocratie, dans la lutte pour la réaliser, dans l'exercice des droits démocratiques.*

En un mot la démocratie est indispensable, non parce qu'elle rend superflue la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais au contraire parce qu'elle rend cette prise du pouvoir nécessaire et que seule elle la rend possible. »

A Saint-Pierre et Miquelon sont élus un député et un sénateur, la population y est de moins de 6000 habitants et au second tour de l'élection législative le député a été élu avec 1665 voix, alors qu'avec 14791 voix Fabien Roussel n'est pas élu. Est-ce cela la démocratie ? La proportionnelle intégrale et nationale aux législatives faisait partie de nos revendications. Je ne l'entends plus guère.

Les populismes se rejoignent sur la méfiance à l'égard de la démocratie, du culte du chef aux déclarations d'incompétence du peuple.

Sur quelle définition pouvons-nous réfléchir ?

Une définition ancienne du mot me convient et je la propose dans la discussion: il s'agit de celle qu'en donne Robespierre dans le point 9 de son discours du 18 pluviôse an II – 5 février 1794 soit à six mois du 9 thermidor : « *La démocratie est un état où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même.* »

Ce point 9 se situe juste après la dernière phrase du point 8 : « *La démocratie n'est pas un état où le peuple, continuellement assemblé, règle par lui-même toutes les affaires publiques, encore moins celui où cent mille fractions du peuple, par des mesures isolées, précipitées et contradictoires, décideraient du sort de la société entière : un tel gouvernement n'a jamais existé, et il ne pourrait exister que pour ramener le peuple au despotisme.* »

La démocratie n'est donc pas une anarchie, ni un forum permanent, il y faut donc des lois, une structuration de gouvernement, mais rien n'est figé, car ce que « *le peuple fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire* » peut s'élargir avec les modifications des processus de production, les évolutions techniques, culturelles et le niveau d'éducation. Les contours de l'ouvrage fait par le peuple lui-même ne sont pas fixés, les capacités du peuple à se gouverner s'étendent.

La question du comment le peuple se gouverne-t-il par lui-même n'est pas abordée par Robespierre, il ne peut avoir de réflexion sur ce sujet alors que la République est attaquée de l'intérieur et de l'extérieur. Le « despotisme de la liberté » est alors la notion qui permet de passer cette période pleine de danger pour la République.

Nous ne sommes évidemment pas dans le même contexte historique, mais cette définition permet de poser les questions de la démocratie dans l'entreprise, dans le travail et d'y intégrer les questions de l'émancipation...

Mais cette période doit permettre de faire quelques réformes significatives comme la suppression de Cour de Justice toujours promise et jamais réalisée, rendre les procureurs définitivement indépendants du Ministère de la Justice et introduire une véritable éthique dans toutes les instances de gouvernement pour regagner la confiance dans les politiques : limitation du nombre des mandats dans leur nombre et le temps, un statut des élus qui permet réellement d'avoir une vie professionnelle avant et après avoir été un élu, donner des moyens à la justice pour rechercher et juger les infractions de corruptions, fraudes fiscales, prises illégales d'intérêts...

Après ces préambules j'en viens à mon objet principal : que faire pour 2027 et 2032 ?

La question principale est d'avoir un gouvernement en capacité de gouverner pour porter le programme que nous aurons négocié avec nos partenaires : il s'agit donc d'avoir une majorité solide à l'Assemblée Nationale en 2027 et qui appliquant le programme sera encore plus majoritaire en 2032.

Je pense que cela doit être le fondement de notre stratégie, il ne s'agit pas de faire élire un nouveau François Hollande qui promet la lune pour se faire élire pour ensuite faire le contraire.

Comment obtenir une majorité solide à l'Assemblée Nationale ?

Dans le mode de scrutin actuel par deux tours par circonscription l'objectif est de faire élire le meilleur candidat à même de remporter le scrutin.

Pour obtenir le maximum de députés pour cette coalition de gauche, il est nécessaire de s'entendre circonscription par circonscription sur une candidature unique.

Ce choix ne peut pas résulter d'un tableau Excel ni d'accords aux sommets sur un nombre prédéfini pour chaque parti. Cet examen doit donc être fait département par département avec les instances locales de chaque parti participant à l'union. Ce n'est que par un tel processus que nous pourrions aller chercher les voix des électeurs sur les marchés, aux portes à portes....

Cet objectif constructif est à l'opposé de ce qu'il s'est passé dans certaines villes aux dernières municipales, dont l'objectif prioritaire de certains candidats a été de faire perdre des maires sortants de gauche, en particulier communistes.

Ces candidats doivent s'engager sur le programme et à soutenir le gouvernement dans son application du programme.

Ce n'est qu'après avoir réussi cette étape que la question de l'incarnation d'un candidat à la présidentielle doit être posée.

La présidentielle.

Nous devons avoir un candidat ou une candidate qui porte le programme dans la campagne électorale et s'engage sur un certain nombre de points relatif à la conception actuelle de la fonction ; par exemple s'engager à avoir un débat à fréquence régulière sur la politique étrangère du pays, sur la politique de défense et sur les nominations qui aujourd'hui sont de son domaine réservé.

La course des petits chevaux à laquelle nous assistons aujourd'hui nous éloigne d'abord des vraies questions, nous empêche de mener rapidement la campagne et fait passer l'idée que la gauche ne peut pas s'unir sur les vraies questions et a donc pour effet de démobiliser nos électeurs et nos militants après les municipales.

Il s'agira de choisir celui ou celle qui sera à la fois capable et prêt à défendre le programme de la coalition soit membre d'un des partis soit possiblement à l'extérieur.